

# Journal officiel

## de l'Union européenne

ISSN 1725-2431

C 255

46<sup>e</sup> année

24 octobre 2003

Édition de langue française

## Communications et informations

<u>Numéro d'information</u>	Sommaire	Page
	<i>I Communications</i>	
	<b>Commission</b>	
2003/C 255/01	Taux de change de l'euro .....	1
2003/C 255/02	Avis d'expiration prochaine de certaines mesures antidumping et de certaines mesures compensatoires .....	2
2003/C 255/03	Notification effectuée conformément à l'article 4, paragraphe 1, point a), du règlement (CEE) n° 2408/92 du Conseil concernant l'accès des transporteurs aériens communautaires aux lignes aériennes intracommunautaires, sur l'introduction d'obligations de service public sur certaines liaisons aériennes nationales <sup>(1)</sup> .....	3
2003/C 255/04	Non-opposition à une concentration notifiée (Affaire COMP/M.3252 — Generali/Continental Holding) <sup>(1)</sup> .....	3
2003/C 255/05	Non-opposition à une concentration notifiée [Affaire COMP/M.3205 — SNPE/Saab/Patria/JV(Eurengo)] <sup>(1)</sup> .....	4
2003/C 255/06	Non-opposition à une concentration notifiée (Affaire M.3274 — Advent International/Moeller Holding) <sup>(1)</sup> .....	4
	<b>Cour de justice</b>	
2003/C 255/07	Prestation de serment des nouveaux membres de la Cour .....	5
2003/C 255/08	Élection du président de la Cour .....	5
2003/C 255/09	Élection des présidents de chambres .....	5
2003/C 255/10	Affectation des juges aux chambres .....	6
2003/C 255/11	Listes servant à la détermination de la composition des formations de jugement .....	6

FR

<u>Numéro d'information</u>	Sommaire (suite)	Page
2003/C 255/12	Désignation du premier avocat général .....	7
	<b>Banque centrale européenne</b>	
2003/C 255/13	Avis de consultation sur une éventuelle législation relative à l'incorporation d'une technologie de dissuasion contre le faux monnayage dans les produits pouvant traiter des images numériques .....	8

---

**Avis** — 41<sup>e</sup> édition du *Répertoire de la législation Communautaire en vigueur*

## AVIS

La 41<sup>e</sup> édition du *Répertoire de la législation communautaire en vigueur* paraîtra fin octobre 2003.

Dorénavant, l'obtention de ce répertoire est gratuite pour les abonnés à l'édition papier du Journal officiel à concurrence du nombre et de la(des) version(s) linguistique(s) de leur(s) abonnement(s). Les abonnés sont priés de retourner le bon de commande reproduit ci-dessous, dûment rempli avec indication de leur numéro «matricule d'abonnement» (code apparaissant à gauche de chaque étiquette et commençant par O/. . . . .).

Les intéressés non abonnés peuvent obtenir ce répertoire contre paiement auprès d'un de nos bureaux de vente (voir au dos).

L'ensemble des Journaux officiels (L, C, C A, C E) peut être consulté gratuitement sur le site internet:  
<http://europa.eu.int/eur-lex>

N° Cat.: OA-09-03-000-FR-C

---

## BON DE COMMANDE

### Office des publications officielles des Communautés européennes

Service «Abonnements»

2, rue Mercier

L-2985 Luxembourg

Télécopieur (352) 2929-42752

Mon numéro de matricule est le suivant: O/. . . . .

Veillez me faire parvenir l'(les) . . . exemplaire(s) gratuit(s) du **répertoire** au(x)quel(s) mon (mes) abonnement(s) me donne(nt) droit.

N° Cat.: OA-09-03-000-FR-C

Nom: .....

Adresse: .....

.....

Date: ..... Signature: .....

## I

(Communications)

## COMMISSION

Taux de change de l'euro <sup>(1)</sup>

23 octobre 2003

(2003/C 255/01)

1 euro =

Monnaie			Taux de change	Monnaie			Taux de change
USD	dollar des États-Unis		1,1786	LVL	lats letton		0,651
JPY	yen japonais		129,32	MTL	lire maltaise		0,4282
DKK	couronne danoise		7,4311	PLN	zloty polonais		4,6673
GBP	livre sterling		0,6965	ROL	leu roumain		38 819
SEK	couronne suédoise		9,0355	SIT	tolar slovène		235,55
CHF	franc suisse		1,5467	SKK	couronne slovaque		41,34
ISK	couronne islandaise		89,64	TRL	lire turque		1 743 000
NOK	couronne norvégienne		8,235	AUD	dollar australien		1,6864
BGN	lev bulgare		1,9469	CAD	dollar canadien		1,5399
CYP	livre chypriote		0,58425	HKD	dollar de Hong Kong		9,1353
CZK	couronne tchèque		31,914	NZD	dollar néo-zélandais		1,9397
EEK	couronne estonienne		15,6466	SGD	dollar de Singapour		2,0551
HUF	forint hongrois		256,66	KRW	won sud-coréen		1 395,87
LTL	litas lituanien		3,4525	ZAR	rand sud-africain		8,2302

<sup>(1)</sup> Source: taux de change de référence publié par la Banque centrale européenne.

## Avis d'expiration prochaine de certaines mesures antidumping et de certaines mesures compensatoires

(2003/C 255/02)

1. Conformément aux dispositions de l'article 11, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 384/96 du Conseil du 22 décembre 1995 relatif à la défense contre les importations qui font l'objet d'un dumping de la part de pays non membres de la Communauté européenne <sup>(1)</sup> et aux dispositions de l'article 18, paragraphe 4, du règlement (CE) n° 2026/97 du Conseil du 6 octobre 1997 relatif à la défense contre les importations qui font l'objet de subventions de la part de pays non membres de la Communauté européenne <sup>(2)</sup>, la Commission fait savoir que, sauf s'il est procédé à un réexamen selon la procédure définie ci-dessous, les mesures antidumping et les mesures compensatoires mentionnées ci-après expireront à la date figurant dans le tableau reproduit ci-dessous.

### 2. Procédure

Les producteurs communautaires peuvent présenter une demande de réexamen par écrit. Cette demande doit contenir suffisamment d'éléments de preuve selon lesquels l'expiration des mesures favoriserait probablement la continuation ou la réapparition du dumping/de la subvention et du préjudice.

Si la Commission décide de réexaminer les mesures en question, les exportateurs, les importateurs, les représentants du pays d'exportation et les producteurs de la Communauté auront la possibilité de développer, de réfuter ou de commenter les thèses exposées dans la demande de réexamen.

### 3. Délai

Les producteurs de la Communauté peuvent présenter par écrit une demande de réexamen au titre du règlement précité et la faire parvenir à la Commission européenne, direction générale du commerce (division B-1), J-79 5/16, B-1049 Bruxelles <sup>(3)</sup> à partir de la date de publication du présent avis et au plus tard trois mois avant celle figurant dans le tableau reproduit ci-dessous.

4. Le présent avis est publié conformément aux dispositions de l'article 11, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 384/96 du Conseil du 22 décembre 1995 et aux dispositions de l'article 18, paragraphe 4, du règlement (CE) n° 2026/97 du Conseil du 6 octobre 1997.

Produit	Pays d'origine ou d'exportation	Mesures	Référence	Date d'expiration
Fils en aciers inoxydables d'un diamètre égal ou supérieur à un millimètre	Inde	Droits antidumping	Règlement (CE) n° 1600/1999 (JO L 189 du 22.7.1999)	23.7.2004
Fils en aciers inoxydables d'un diamètre égal ou supérieur à un millimètre	Inde	Droits compensatoires	Règlement (CE) n° 1599/1999 (JO L 189 du 22.7.1999), modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 164/2002 (JO L 30 du 31.1.2002)	23.7.2004
Fils en aciers inoxydables d'un diamètre inférieur à 1 millimètre	Inde	Droits compensatoires	Règlement (CE) n° 1601/1999 (JO L 189 du 22.7.1999)	23.7.2004

<sup>(1)</sup> JO L 56 du 6.3.1996, p. 1, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1972/2002 (JO L 305 du 7.11.2002, p. 1).

<sup>(2)</sup> JO L 288 du 21.10.1997, p. 1, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1973/2002 (JO L 305 du 7.11.2002, p. 4).

<sup>(3)</sup> Téléx COMEU B 21877; télécopieur: (32-2) 295 65 05.

**Notification effectuée conformément à l'article 4, paragraphe 1, point a), du règlement (CEE) n° 2408/92 du Conseil concernant l'accès des transporteurs aériens communautaires aux lignes aériennes intracommunautaires, sur l'introduction d'obligations de service public sur certaines liaisons aériennes nationales**

(2003/C 255/03)

**(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

Conformément à l'article 4, paragraphe 1, point a), du règlement (CEE) n° 2408/92 du Conseil du 23 juillet 1992 concernant l'accès des transporteurs aériens communautaires aux liaisons aériennes intracommunautaires (JO L 240 du 24.8.1992, p. 8), le gouvernement suédois a décidé le 17 octobre 2002 d'introduire des obligations de service public concernant les liaisons aériennes régulières à partir du 26 octobre 2003, sur les itinéraires suivants (aller-retour):

Kiruna–Luleå,  
Kiruna–Umeå,  
Gällivare–Luleå,  
Gällivare–Umeå,  
Luleå–Umeå.

L'introduction des obligations de service public a été publiée au *Journal officiel des Communautés européennes* C 17 du 24 janvier 2003.

Dans le cadre de la décision d'introduire des obligations de service public, le gouvernement a également chargé l'Agence nationale des transports publics (Rikstrafiken) de lancer un appel d'offres pour les services de transport aérien sur les lignes en question au cas où des services commerciaux ne seraient pas mis en place.

Le 15 mai 2003, le gouvernement a demandé à l'Agence nationale des transports publics de suspendre l'appel d'offres en cours pour les lignes en question. Étant donné que la procédure d'adjudication des services sur les lignes en question ne pourrait pas être menée à son terme, le gouvernement a décidé en même temps de supprimer les obligations de service public dans la mesure où elles feraient obstacle aux initiatives commerciales sur les lignes en question.

---

**Non-opposition à une concentration notifiée**

**(Affaire COMP/M.3252 — Generali/Continent Holding)**

(2003/C 255/04)

**(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

Le 15 octobre 2003, la Commission a décidé de ne pas s'opposer à la concentration notifiée susmentionnée et de la déclarer compatible avec le marché commun. Cette décision est basée sur l'article 6, paragraphe 1, point b), du règlement (CEE) n° 4064/89 du Conseil. Le texte intégral de la décision est disponible seulement en français et sera rendu public après suppression des secrets d'affaires qu'il peut contenir. Il sera disponible:

- en support papier via les bureaux de vente de l'Office des publications officielles des Communautés européennes (voir page 4 de couverture),
- en support électronique dans la version «CFR» de la base de données CELEX sous le numéro de document 303M3252. CELEX est le système de documentation automatisée du droit communautaire.

Pour plus d'informations concernant les abonnements, prière de s'adresser à:

EUR-OP  
Information, marketing et relations publiques  
2, rue Mercier  
L-2985 Luxembourg  
[téléphone (352) 29 29-42718; télécopieur (352) 29 29-42709].

---

**Non-opposition à une concentration notifiée****[Affaire COMP/M.3205 — SNPE/Saab/Patria/JV(Eurenco)]**

(2003/C 255/05)

**(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

Le 2 octobre 2003, la Commission a décidé de ne pas s'opposer à la concentration notifiée susmentionnée et de la déclarer compatible avec le marché commun. Cette décision est basée sur l'article 6, paragraphe 1, point b), du règlement (CEE) n° 4064/89 du Conseil. Le texte intégral de la décision est disponible seulement en anglais et sera rendu public après suppression des secrets d'affaires qu'il peut contenir. Il sera disponible:

- en support papier via les bureaux de vente de l'Office des publications officielles des Communautés européennes (voir page 4 de couverture),
- en support électronique dans la version «CEN» de la base de données CELEX sous le numéro de document 303M3205. CELEX est le système de documentation automatisée du droit communautaire.

Pour plus d'informations concernant les abonnements, prière de s'adresser à:

EUR-OP

Information, marketing et relations publiques

2, rue Mercier

L-2985 Luxembourg

[téléphone (352) 29 29-42718; télécopieur (352) 29 29-42709].

---

**Non-opposition à une concentration notifiée****(Affaire M.3274 — Advent International/Moeller Holding)**

(2003/C 255/06)

**(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

Le 20 octobre 2003, la Commission a décidé de ne pas s'opposer à la concentration notifiée susmentionnée et de la déclarer compatible avec le marché commun. Cette décision est basée sur l'article 6, paragraphe 1, point b), du règlement (CEE) n° 4064/89 du Conseil. Le texte intégral de la décision est disponible seulement en anglais et sera rendu public après suppression des secrets d'affaires qu'il peut contenir. Il sera disponible:

- en support papier via les bureaux de vente de l'Office des publications officielles des Communautés européennes (voir page 4 de couverture),
- en support électronique dans la version «CEN» de la base de données CELEX sous le numéro de document 303M3274. CELEX est le système de documentation automatisée du droit communautaire.

Pour plus d'informations concernant les abonnements, prière de s'adresser à:

EUR-OP

Information, marketing et relations publiques

2, rue Mercier

L-2985 Luxembourg

[téléphone (352) 29 29-42718; télécopieur (352) 29 29-42709].

---

## COUR DE JUSTICE

### **Prestation de serment des nouveaux membres de la Cour**

(2003/C 255/07)

Nommés juges à la Cour de justice des Communautés européennes par décision des gouvernements des États membres des Communautés européennes du 23 juillet 2003 <sup>(1)</sup>, pour la période du 7 octobre 2003 au 6 octobre 2009, M. Lenaerts et M<sup>me</sup> Silva de Lapuerta ont prêté serment devant la Cour le 6 octobre 2003.

Nommés avocats généraux de la Cour de justice des Communautés européennes par décision des gouvernements des États membres des Communautés européennes du 23 juillet 2003 <sup>(1)</sup> pour la période du 7 octobre 2003 au 6 octobre 2009, M<sup>me</sup> Kokott et M. Póiares Pessoa Maduro ont prêté serment devant la Cour le 6 octobre 2003.

---

<sup>(1)</sup> JO L 203 du 12.8.2003, p. 45.

---

### **Élection du président de la Cour**

(2003/C 255/08)

Réunis le 7 octobre 2003, les juges de la Cour de justice des Communautés européennes ont élu, en vertu de l'article 7, paragraphe 1, du règlement de procédure, M. Skouris, comme président de la Cour, pour la période du 7 octobre 2003 au 6 octobre 2006.

---

### **Élection des présidents de chambres**

(2003/C 255/09)

Réunis le 8 octobre 2003, les juges de la Cour de justice ont élu, en vertu de l'article 10, paragraphe 1, premier alinéa, du règlement de procédure, M. Jann et M. Timmermans comme présidents des deux chambres siégeant à cinq juges, pour une période de trois ans expirant le 6 octobre 2006.

Réunis le 10 octobre 2003, les juges de la Cour de justice ont élu, en vertu de l'article 10, paragraphe 1, deuxième alinéa, du règlement de procédure, M. Gulmann, M. Cunha Rodrigues et M. Rosas, comme présidents des trois chambres siégeant à trois juges, pour une période d'un an expirant le 6 octobre 2004.

---



**Affectation des juges aux chambres**

(2003/C 255/10)

La Cour a, lors de sa réunion du 9 octobre 2003, décidé d'affecter les juges aux chambres de la manière suivante:

*Première chambre:*

M. Jann, président de chambre,  
et MM. Edward, La Pergola, von Bahr, Rosas, M<sup>me</sup> Silva de Lapuerta et M. Lenaerts, juges.

*Deuxième chambre:*

M. Timmermans, président de chambre,  
et MM. Gulmann, Puissochet, Schintgen, M<sup>mes</sup> Macken et Colneric et M. Cunha Rodrigues, juges.

*Troisième chambre:*

M. Rosas, président de chambre,  
et MM. Edward, Schintgen et M<sup>me</sup> Colneric, juges.

*Quatrième chambre:*

M. Cunha Rodrigues, président de chambre,  
et M. Puissochet, M<sup>me</sup> Macken et M. Lenaerts, juges.

*Cinquième chambre:*

M. Gulmann, président de chambre,  
et MM. La Pergola, von Bahr et M<sup>me</sup> Silva de Lapuerta, juges.

---

**Listes servant à la détermination de la composition des formations de jugement**

(2003/C 255/11)

La Cour a, lors de sa réunion du 9 octobre 2003, établi la liste visée à l'article 11<sup>ter</sup>, paragraphe 2, du règlement de procédure, pour la détermination de la composition de la grande chambre comme suit:

- M. Gulmann
- M. Lenaerts
- M. Edward
- M<sup>me</sup> Silva de Lapuerta
- M. La Pergola
- M. Rosas
- M. Puissochet
- M. Cunha Rodrigues
- M. Schintgen
- M. von Bahr
- M<sup>me</sup> Macken
- M<sup>me</sup> Colneric

La Cour a, lors de sa réunion du 9 octobre 2003, établi les listes visées à l'article 11 *quater*, paragraphe 2, premier alinéa, du règlement de procédure pour la détermination de la composition des chambres siégeant à cinq juges comme suit:

*Première chambre:*

- M. Edward
- M. Lenaerts
- M. La Pergola
- M<sup>me</sup> Silva de Lapuerta
- M. von Bahr
- M. Rosas

*Deuxième chambre:*

- M. Gulmann
- M. Cunha Rodrigues
- M. Puissechot
- M<sup>me</sup> Colneric
- M. Schintgen
- M<sup>me</sup> Macken

La Cour a, lors de sa réunion du 14 octobre 2003, établi les listes visées à l'article 11 *quater*, paragraphe 2, deuxième alinéa, du règlement de procédure pour la détermination de la composition des chambres siégeant à trois juges comme suit:

*Troisième chambre:*

- M. Edward
- M. Schintgen
- M<sup>me</sup> Colneric

*Quatrième chambre:*

- M. Puissechot
- M<sup>me</sup> Macken
- M. Lenaerts

*Cinquième chambre:*

- M. La Pergola
- M. von Bahr
- M<sup>me</sup> Silva de Lapuerta

---

### Désignation du premier avocat général

(2003/C 255/12)

La Cour de justice a désigné, en vertu de l'article 10, paragraphe 1, troisième alinéa, du règlement de procédure, pour la durée d'un an à partir du 7 octobre 2003, M. Tizzano, comme premier avocat général.

---

# BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

## Avis de consultation sur une éventuelle législation relative à l'incorporation d'une technologie de dissuasion contre le faux monnayage dans les produits pouvant traiter des images numériques

(2003/C 255/13)

Dans le cadre de la protection des billets en euros contre le faux monnayage, la Banque centrale européenne (BCE) invite les fabricants établis dans l'Union européenne (UE), les importateurs et les distributeurs de produits pouvant traiter des images numériques (ci-après l'«industrie») à présenter leurs commentaires sur la demande de la BCE à la Commission des Communautés européennes de proposer une législation rendant obligatoire l'incorporation d'une technologie de dissuasion contre le faux monnayage dans ces produits. Cette législation s'appliquerait aux produits fabriqués, importés ou distribués dans l'UE. Toute personne, organisation ou groupe d'organisations peut présenter des commentaires à ce sujet.

### Dissuasion contre le faux monnayage

En partenariat avec divers grands instituts d'émission de billets, la BCE a créé le Central Bank Counterfeit Deterrence Group (CBCDG) afin d'examiner la menace que constitue pour les billets l'utilisation croissante des ordinateurs personnels, des imprimantes à jet d'encre, des scanners, des systèmes d'imagerie numérique et d'autres produits pouvant traiter des images numériques. Le CBCDG, qui a été établi par les gouverneurs des banques centrales des pays du G10, souhaite inciter l'industrie à développer et à appliquer des technologies destinées à empêcher la reproduction numérique des images de billets. A cette fin, la BCE et d'autres banques centrales qui composent le CBCDG ont commencé à solliciter le soutien de l'industrie pour l'incorporation de technologies de dissuasion contre le faux monnayage dans les logiciels et le matériel.

### Les initiatives

Le CBCDG a développé une technologie de dissuasion contre le faux monnayage que les fabricants d'équipement ou de logiciels peuvent actuellement utiliser gratuitement. Un certain nombre de sociétés internationales ont déjà commencé volontairement à incorporer cette technologie dans leurs produits. Toutefois, étant donné la taille de ce segment du marché, il n'est pas jugé concevable de conclure des accords distincts avec chaque entreprise concernée.

C'est la raison pour laquelle la possibilité d'adopter une législation communautaire appropriée est à l'étude. Une telle légis-

lation rendrait obligatoire l'incorporation d'une technologie de dissuasion contre le faux monnayage dans tout équipement, logiciel ou autres produits fabriqués, importés, distribués ou vendus dans l'UE, pouvant saisir des images, transférer des images de ou vers des systèmes informatiques, ou manipuler ou produire des images numériques aux fins du faux monnayage.

Toute personne, organisation ou groupe d'organisations susceptible d'être concerné par une telle législation est invité à présenter des commentaires, notamment sur l'incidence éventuelle d'une telle législation en termes de:

- 1) produits;
- 2) coûts;
- 3) position concurrentielle à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE;
- 4) part de marché; et
- 5) futures évolutions commerciales.

Veillez envoyer vos commentaires en anglais ou dans une des langues officielles de la Communauté, au plus tard le 19 décembre 2003, par courrier électronique au [cac@ecb.int](mailto:cac@ecb.int) ou par courrier recommandé à l'adresse suivante:

Counterfeit Analysis Centre  
European Central Bank  
Kaiserstraße 29  
D-60311 Frankfurt am Main

En fonction du nombre et de la nature des réponses, des séminaires d'information pourront être organisés.

Il se peut que la BCE publie certains commentaires, à l'exception de tout passage qualifié de confidentiel par l'auteur, et les utilise dans le cadre des séminaires précités ou de discussions avec le législateur communautaire.

Des informations complémentaires sur la lutte contre le faux monnayage de l'euro sont disponibles sur les sites suivants:

[http://www.europa.eu.int/comm/anti\\_fraud/pages\\_euro/index\\_fr.html](http://www.europa.eu.int/comm/anti_fraud/pages_euro/index_fr.html)

<http://www.euro.ecb.int>

## AVIS

La 41<sup>e</sup> édition du *Répertoire de la législation communautaire en vigueur* paraîtra fin octobre 2003.

Dorénavant, l'obtention de ce répertoire est gratuite pour les abonnés à l'édition papier du Journal officiel à concurrence du nombre et de la(des) version(s) linguistique(s) de leur(s) abonnement(s). Les abonnés sont priés de retourner le bon de commande reproduit ci-dessous, dûment rempli avec indication de leur numéro «matricule d'abonnement» (code apparaissant à gauche de chaque étiquette et commençant par O/. . . . .).

Les intéressés non abonnés peuvent obtenir ce répertoire contre paiement auprès d'un de nos bureaux de vente (voir au dos).

L'ensemble des Journaux officiels (L, C, C A, C E) peut être consulté gratuitement sur le site internet: <http://europa.eu.int/eur-lex>

N° Cat.: OA-09-03-000-FR-C

---

## BON DE COMMANDE

### Office des publications officielles des Communautés européennes

Service «Abonnements»

2, rue Mercier

L-2985 Luxembourg

Télécopieur (352) 2929-42752

Mon numéro de matricule est le suivant: O/. . . . .

Veillez me faire parvenir l'(les) . . . exemplaire(s) gratuit(s) du **répertoire** au(x)quel(s) mon (mes) abonnement(s) me donne(nt) droit.

N° Cat.: OA-09-03-000-FR-C

Nom: .....

Adresse: .....

.....

Date: ..... Signature: .....